



Des avocats camerounais ont demandé au gouvernement de libérer Michelle Ndoki, une avocate derrière les barreaux depuis plus de deux mois.

Lors de l'ouverture de l'année judiciaire à Yaoundé le vendredi 7 juin, les avocats ont exhorté le gouvernement à libérer Michelle Ndoki et d'autres collègues incarcérés à travers le pays.

S'adressant à l'assemblée des avocats, le président de l'Ordre des avocats camerounais, Tchakounte Patie, a déclaré que la place de leurs collègues incarcérés était à la barre et non dans les prisons.

En réponse aux avocats, le ministre délégué au ministère de la Justice, Jean De Dieu Momo, a déclaré qu'il était important de séparer l'avocat du citoyen ordinaire lorsque l'on examinait les questions, car aucun citoyen n'était au-dessus de la loi.

Il a ajouté que les avocats sont tous détenus en tant que citoyens soupçonnés d'avoir commis un crime et qu'ils n'ont rien à voir avec leur profession d'avocat.